



PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT
MARCHE DE TRAVAUX
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES N°2024-617

Marché soumis aux Articles L1111-1, L2124-1, L2124-2 et R2124-1, R2124-2.1°, R2131-16.1°, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande Publique.

MARCHE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DES BATIMENTS ET D'AMENAGEMENT
TOUS CORPS D'ETAT GHT06

REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE

Avis de publication adressé au BOAMP, JOUE et sur le PROFIL ACHETEUR

Le 16/12/2024

DATE & HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES
Le 10/02/2025 à 16h00

	REDACTION	VISA	VERIFICATION	APPROBATION
FONCTION	Acheteur	Responsable Filière	Responsable Cellule des Marchés	Directeur des Achats du GHT06 et de la logistique
NOM	Ahmed SELMI	Ahmed SELMI	Béatrice LEJEUNE	Joaquin MARTINEZ
VISA				

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 3/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1: OBJET DE LA CONSULTATION	7
1. OBJET DE LA CONSULTATION	7
1.1. ETABLISSEMENTS DU GHT06.....	7
2. CADRE JURIDIQUE	8
3. TYPE ET FORME DE LA CONSULTATION	8
4. DUREE - DELAIS D'EXECUTION	9
4.1. DUREE DU MARCHÉ	9
4.2. DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX	10
5. ALLOTISSEMENT	10
5.1. TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE	12
5.2. CONTROLE DES PRIX DE REVIENT	12
5.3. COORDINATEUR SANTE SECURITE	13
5.4. COORDINATEUR S.S.I.....	13
5.5. CONTROLE TECHNIQUE	13
5.6. MAITRISE D'ŒUVRE.....	13
5.7. GROUPEMENT DES CANDIDATURES OU OFFRES	13
6. TRANCHE(S) OPTIONNELLE(S)	14
7. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	14
7.1. PIECES PARTICULIERES (PAR ORDRE DE PRIORITE)	14
7.2. DOCUMENTS GENERAUX	14
8. MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC.....	15
8.1. CLAUSE DE REEXAMEN	15
8.2. CLAUSE DE RATTACHEMENT	15
8.3. EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE	15
8.4. CIRCONSTANCE IMPREVISIBLE	16
8.5. MARCHES SIMILAIRES	16
9. DEROGATION A L'EXCLUSIVITE DU MARCHÉ.....	16
10. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE GENERALE.....	16
11. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	17
11.1. ASSURANCES.....	17
11.2. MODIFICATIONS DES DONNEES ADMINISTRATIVES	17
11.3. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	18
11.4. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	18
11.5. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE	18
11.6. CONTROLES NOMINATIF ET JUSTIFICATIFS	18
11.7. CONTROLE DES ACCES.....	19
11.8. TENUE ET COMPORTEMENT DES PERSONNELS	19

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 4/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

11.9.	RESTRICTIONS DIVERSES	19
11.10.	SOUS-TRAITANTS	20
CHAPITRE 2 :	EXECUTION DU MARCHÉ.....	22
12.	MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE	22
13.	ETABLISSEMENT DES DEVIS.....	22
13.1.	DELAI D'ACCEPTATION OU DE REFUS D'ETABLISSEMENT DU DEVIS.....	23
13.2.	DELAI DE REMISE DU DEVIS.....	23
13.3.	CONTENU DU DEVIS.....	23
13.4.	CAS PARTICULIER DES TRAVAUX SUR CATALOGUE(S).....	25
13.5.	ACCEPTATION DU DEVIS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE.....	25
14.	FORME ET NOTIFICATION DES COMMANDES	25
15.	FORME ET CONTENU DES PRIX	26
15.1.	FORME DES PRIX	26
15.2.	CONTENU DES PRIX	26
16.	VARIATION DES PRIX.....	27
16.1.	MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHÉ	27
16.2.	CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE	27
16.3.	MODALITES DE LA REVISION DES PRIX.....	28
16.4.	ACTUALISATION DES PRIX	29
16.5.	APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE	30
16.6.	SITUATIONS MENSUELLES OU VARIATIONS PROVISOIRES (SI REVISION)	30
17.	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	30
17.1.	ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	30
17.2.	RECEPTION	30
17.3.	MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES.....	32
17.4.	DELAI DE GARANTIE	32
17.5.	GARANTIES PARTICULIERES	32
17.6.	RESERVES.....	32
18.	MODALITES DE PAIEMENT.....	32
18.1.	REGLEMENT DES COMPTES DES PAIEMENTS	32
18.2.	DELAIS DE PAIEMENT	32
18.3.	MODE DE REGLEMENT	33
18.4.	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	33
18.5.	PAIEMENT DES FACTURES	35
18.6.	PAIEMENT DES SOUS TRAITANTS.....	35
18.7.	TAUX D'INTERETS MORATOIRES.....	35
19.	NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE.....	36
20.	DISPOSITIONS PARTICULIERES POUR LA ZONE A – C.H.U. DE NICE	36
21.	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	36
21.1.	RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT	36

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 5/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

21.2.	AVANCE.....	37
21.3.	ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	37

CHAPITRE 3 : PENALITES ET LITIGES.....38

22.	PENALITES ET PRIMES.....	38
22.1.	RETARD DANS LA FOURNITURE D'UN DEVIS PAR LE TITULAIRE	38
22.2.	RETARD DANS LES DOCUMENTS A REMETTRE PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION EVENTUELLE	38
22.3.	RETARD DANS LE DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	38
22.4.	AUTRES PENALITES	39
22.5.	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	40
23.	CONDITIONS DE RESILIATION.....	40
24.	EXECUTION PAR DEFAUT	41
25.	COALITIONS – ENTENTES – POURSUITES.....	41
26.	REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE	42
27.	REGLEMENT DES LITIGES	42
27.1.	INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS CONTENTIEUX	42
27.2.	INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX.....	42

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS DIVERSES.....44

28.	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISES EN CHARGES DES MATERIAUX ET PRODUITS	44
28.1.	PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	44
28.2.	MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT	44
28.3.	CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	44
28.4.	PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE D'ŒUVRE	44
29.	IMPLANTATION DES OUVRAGES	44
30.	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	45
30.1.	PERIODE DE PREPARATION, PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	45
30.2.	PLAN D'EXECUTION, NOTES DE CALCUL, ETUDES DE DETAIL.....	46
30.3.	MESURES D'ORDRE SOCIAL, APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	46
30.4.	CONSTRAINTES D'INTERVENTION SUR LE SITE	46
30.5.	ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	46
31.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	47

CONTEXTE

La loi de modernisation de notre système de santé, loi 2016-41 du 26 Janvier 2016 a créé un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire : les Groupements Hospitaliers de Territoire (G.H.T).

En application de l'article L 6132-3-3° du code de la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signée le 30 Juin 2016.

Elle désigne le C.H.U de NICE comme Établissement Support du GHT06.

Le GHT06 est constitué des 13 établissements suivants :

1	CH d'ANTIBES	8	CH de PUGET THENIERS
2	CHI de BREIL SUR ROYA	9	CH ST LAZARE DE TENDE
3	CH de CANNES	10	CH ST MAUR de ST ETIENNE DE TINEE
4	CH D'ENTREVAUX	11	CH de SOSPEL
5	CH de GRASSE	12	POLE SANTE VALLAURIS GOLFE JUAN
6	CH de MENTON	13	CH de la VESUBIE
7	C.H.U. de NICE		

La convention constitutive confie au C.H.U de NICE, Établissement Support, la coordination, au niveau du territoire, de la fonction achats, particulièrement de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat, du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et leurs avenants.

A ce titre, en phase de passation, le C.H.U. de NICE est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation dans le respect de la réglementation des marchés publics, signer et notifier le présent marché.

En phase d'exécution du marché public, le C.H.U de NICE assure la gestion contractuelle du marché : prise en charge des modifications, révisions de prix, résiliation éventuelle etc... en concertation avec les établissements du GHT06.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque Établissement Partie au GHT06.

Cette exécution de marché couvre le régime financier : recours éventuellement à la sous-traitance, gestion et émission de bons de commande passés au titre des marchés, vérification du service fait, règlement, versement d'avances, liquidation et mandatement des factures ...

Dans cette consultation, le terme C.H.U de NICE désigne donc l'Établissement Support du GHT06.

CHAPITRE 1: OBJET DE LA CONSULTATION

1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent Cahier des Charges Administratives Particulières a pour objet la réalisation de travaux d'entretien courant et de rénovation des bâtiments ainsi que les travaux d'aménagement en tous corps d'état, sur l'ensemble des établissements du GHT06.

Les interventions prévues seront exécutées dans un milieu hospitalier en activité, les contraintes particulières liées aux règles d'hygiène, de sécurité des biens et des personnes, d'accessibilité et de sureté, sont censées être connues des titulaires des marchés. La continuité de fonctionnement de l'activité devra être assurée.

1.1. ETABLISSEMENTS DU GHT06

Les travaux sont destinés aux établissements suivants du GHT 06 :

ETABLISSEMENTS	DEMARRAGE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX
<input checked="" type="checkbox"/> CH ANTIBES	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CH de BREIL SUR ROYA	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CH de CANNES	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CH D'ENTREVAUX	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CH de GRASSE	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CH de MENTON	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CHU de NICE	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CH de PUGET THENIERS	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CH de la VESUBIE	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CH ST MAUR de ST ETIENNE DE TINEE	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CH de SOSPEL	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> CH ST LAZARE de TENDE	A date de notification
<input checked="" type="checkbox"/> POLE SANTE VALLAURIS GOLFE JUAN	A date de notification

Les Titulaires doivent se soumettre aux lois, prescriptions, normes, règlements de police et d'autres règlements d'administration locale.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 8/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

Les marchés de travaux conclus à l'issue de cette consultation portent sur la réalisation des prestations décrites dans les pièces du marché.

A noter qu'en cas d'infructuosité des lots relatifs aux zones C et D, les établissements de ces zones pourront bénéficier des marchés des zones A ou B, via la clause de rattachement, par l'application d'un forfait de déplacement prévu à l'article Z.6 du BPU.

2. CADRE JURIDIQUE

Cette consultation est passée selon une procédure d'Appel d'offres soumis aux Articles L1111-1, L2124-1, L2124-2 et R2124-1, R2124-2.1° du code de la commande Publique.

3. TYPE ET FORME DE LA CONSULTATION

La consultation aboutira à un accord-cadre mono et multi-attributaires, exécuté au moyen de bons de commandes émis par chaque établissement du GHT06.

L'accord-cadre est conclu par lot avec plusieurs opérateurs économiques. Le nombre maximum d'opérateurs économiques est indiqué dans le tableau suivant :

LOT N°	DESCRIPTION / LIBELLE	NOMBRE MAXIMUM D'ATTRIBUTAIRES
1	TCE <50m²	2
2	Maçonnerie / Plâtrerie	5
3	Étanchéité	5
4	Volets roulants – Stores – occultations	5
5	Menuiserie intérieure – Bois – Agencement	5
6	Peinture	5
7	Plafonds suspendus	5
8	Revêtements de sols	5
9	Plomberie – Sanitaire – Calorifuge	5
10	CVC / GTC / Désenfumage	5
11	Electricité CFO	5
12	Electricité CFA / Détection incendie	5

13	Terrassement / VRD	3
14	Déconstruction	3
15	Désamiantage	3
16	Menuiserie extérieure (bois)	3
17	Serrurerie / Métallerie	3
18	Couverture / Zinguerie	3
19	Réfrigération	2
20	Fluides médicaux	1
21	Eclairage extérieur	3
22	Paillasse	2

L'accord-cadre est passé avec seulement un maximum en valeur ou en quantité (article R2162-4.2°), le maximum étant de 60 000 000 € HT sur la durée globale.

4. DUREE - DELAIS D'EXECUTION

4.1. DUREE DU MARCHÉ

Le présent Accord Cadre est conclu pour une période initiale d'une année à compter de la date de notification.

Il peut être reconduit 3 fois par période successive de 1 an de manière tacite, sans dépasser 48 mois à partir de la notification de l'accord cadre.

Cette reconduction tacite signifie que le silence gardé par le C.H.U. de NICE en sa qualité d'Etablissement Support du GHT06 reconduit automatiquement le marché pour tous les Etablissements du GHT06 concernés.

En application de l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique le titulaire du marché ne pourra pas refuser la reconduction.

Le C.H.U. de NICE se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché et ceci sans indemnité pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée par lettre recommandée ou via les échanges sécurisés du Profil Acheteur du C.H.U. 2 mois avant la fin de la période en cours.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 10/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

4.2. DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai d'exécution d'un bon de commande ou d'un ordre de service sera fixé dans le bon de commande ou l'ordre de service émis par le maître d'ouvrage ou ses représentants, de même que la période de préparation éventuelle.

Les bons de commande ou ordres de service pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre et les travaux devront être exécutés au plus tard dans un délai de 12 mois après le dernier jour de validité de l'accord cadre.

5. ALLOTISSEMENT

Le présent marché est composé de la manière suivante :

- 12 lots techniques répartis en fonction de la zone géographique
- 10 lots communs à tout le GHT06

Les lots techniques sont identifiés par des numéros allant de 1 à 22, précédés d'un numéro d'identification spécifique à chaque zone :

- Le **1** pour la zone A : Sites de l'établissement du C.H.U. de Nice ;
- Le **2** pour la zone B : Sites des établissements du CH d'Antibes Juan-Les-Pins, CH de Cannes, CH de Grasse et le Pôle Santé Vallauris Golfe Juan ;
- Le **3** pour la zone C : Sites des établissements du CH de Menton, CH de Breil-sur-Roya, CH St Lazare de Tende, CH de Sospel ;
- Le **4** pour la zone D : Sites des établissements du CH d'Entrevaux, CH de Puget-Théniers, CH St Maur de St Etienne de Tinée, CH de la Vesubie ;
- Le **5** pour les lots communs.

En combinant les découpages techniques et géographiques, on obtient un total de 58 lots, comme détaillé ci-dessous :

LOT N°	DESCRIPTION / LIBELLE	ZONE A	ZONE B	ZONE C	ZONE D
1	TCE <50m²	101	201	301	401
2	Maçonnerie / Plâtrerie	102	202	302	402
3	Étanchéité	103	203	303	403
4	Volets roulants – Stores – occultations	104	204	304	404
5	Menuiserie intérieure – Bois – Agencement	105	205	305	405
6	Peinture	106	206	306	406

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 11/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

7	Plafonds suspendus	107	207	307	407
8	Revêtements de sols	108	208	308	408
9	Plomberie – Sanitaire – Calorifuge	109	209	309	409
10	CVC / GTC / Désenfumage	110	210	310	410
11	Electricité CFO	111	211	311	411
12	Electricité CFA / Détection incendie	112	212	312	412
13	Terrassement / VRD	513			
14	Déconstruction	514			
15	Désamiantage	515			
16	Menuiserie extérieure (bois)	516			
17	Serrurerie / Métallerie	517			
18	Couverture / Zinguerie	518			
19	Réfrigération	519			
20	Fluides médicaux	520			
21	Eclairage extérieur	521			
22	Paillasse	522			

Les codes CPV de chaque lot sont les suivants :

LOT N°	DESCRIPTION / LIBELLE	CODE(S) CPV
1	TCE <50m²	45262522-6 45330000-9 4531000-0
2	Maçonnerie / Plâtrerie	45262522-6 45223220-4
3	Étanchéité	45261420-4
4	Volets roulants – Stores – occultations	4411531-0

5	Menuiserie intérieure – Bois – Agencement	45421000-4
6	Peinture	45442100-8
7	Plafonds suspendus	45421146-9
8	Revêtements de sols	4543211-1
9	Plomberie – Sanitaire – Calorifuge	45330000-9
10	CVC / GTC / Désenfumage	45331000-6
11	Electricité CFO	4531000-0
12	Electricité CFA / Détection incendie	4531000-0
13	Terrassement / VRD	45112500-0
14	Déconstruction	45111000-8
15	Désamiantage	45262660-5
16	Menuiserie extérieure (bois)	45421000-4
17	Serrurerie / Métallerie	44316500-3
18	Couverture / Zinguerie	45261213-0
19	Réfrigération	45331231-4
20	Fluides médicaux	24111140-8
21	Eclairage extérieur	31527200-8
22	Paillasse	39181000-4

5.1. TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE

Sans objet

5.2. CONTROLE DES PRIX DE REVIENT

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 13/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

Sans objet

5.3. COORDINATEUR SANTE SECURITE

Cette mission relève de la compétence de chaque établissement du GHT06.

Selon la nature des travaux à exécuter, les établissements du GHT06 peuvent s'attacher les services d'un coordonnateur CSPS.

Les avis émis par le coordonnateur sont opposables aux titulaires.

5.4. COORDINATEUR S.S.I.

Cette mission relève de la compétence de chaque établissement du GHT06.

Selon la nature des travaux à exécuter, les établissements du GHT06 peuvent s'attacher les services d'un coordonnateur SSI.

Les avis émis par le coordonnateur sont opposables aux titulaires.

5.5. CONTROLE TECHNIQUE

Cette mission relève de la compétence de chaque établissement du GHT06.

Selon la nature des travaux à exécuter, les établissements du GHT06 peuvent s'attacher les services d'un contrôleur technique.

Les avis émis par le contrôleur technique seront opposables aux titulaires.

5.6. MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre des travaux exécutés en vertu du présent accord-cadre sera assurée, au choix des établissements, par leurs propres services ou par un prestataire externe.

Le titulaire sera informé de l'identité du maître d'œuvre avant tout commencement d'exécution de prestation en vertu du présent accord-cadre.

5.7. GROUPEMENT DES CANDIDATURES OU OFFRES

Dans le cas d'un groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, doit être désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire (article R 2142-24 du Code de la commande publique).

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire est l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage ou ses représentants. Chaque cotraitant est engagé à hauteur de ses prestations.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 14/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

En cas de défaillance de l'un des membres du groupement, celui-ci demeure responsable de la réalisation de la prestation ou les travaux tels que prévus au marché.

Dans le cas d'un groupement solidaire, le mandataire est l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage ou ses représentants. En cas de défaillance de l'un des membres du groupement, chaque cotraitant partie du groupement est solidairement engagé et amenée à pallier la défaillance de l'un des partenaires pour réaliser la prestation ou les travaux tels que prévus au marché.

Dans le cas du lot technique 1 « Travaux TCE », le mandataire du groupement devra impérativement être mandataire solidaire.

6. TRANCHE(S) OPTIONNELLE(S)

Sans objet.

7. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché par ordre de priorité décroissante sont :

7.1. PIECES PARTICULIERES (PAR ORDRE DE PRIORITE)

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes dans leurs versions les plus récentes,
- Le Bordereau des Prix Unitaires par lot, et leurs annexes techniques
- Le présent Cahier des Charges Administratives Particulières (CCAP) n° 2024-617,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n° 2024-617,
- Les bons de commande et ordres de service,
- Les actes spéciaux de sous-traitance,
- L'offre technique.

7.2. DOCUMENTS GENERAUX

Ces pièces générales, bien que non jointes au marché, sont réputées bien connues des entreprises et des parties contractantes qui leur reconnaissent expressément le caractère contractuel dans leur édition la plus récente connue à la date de la remise de l'offre.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG), applicables aux marchés publics de travaux selon l'arrêté du 30 mars 2021, modifié par l'arrêté du 3 Mars 2014
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG), applicables aux marchés de travaux de bâtiments passés au nom de l'Etat et au lot susvisé, ainsi que le Document Technique Unifié qui n'aurait pas donné lieu à l'établissement du CCTG correspondant,
- Le Cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'économie et des finances relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 15/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire,

- Le décret n°2022-505 du 23 mars 2022 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités et établissements locaux émise par la Direction Générale des Finances Publiques,
- L'ensemble des normes AFNOR en vigueur à la date de la remise de l'Acte d'engagement,
- Le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Arrêté du 25/06/80) et notamment les dispositions particulières relatives aux établissements de Type U (Arrêté du 23/05/89),
- Tous les Arrêtés, Décrets, Circulaires, notamment celles du Ministre de la Santé et des Affaires Sociales en vigueur à la date de la remise des offres ou rendus applicables par suite de la durée du chantier.

8. MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC

8.1. CLAUSE DE REEXAMEN

Le C.H.U. de Nice se réserve le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des fournitures, des prestations de travaux ou des prestations de services nouvelles en lien avec l'objet du marché qui ne seraient pas identifiées à ce jour.

8.2. CLAUSE DE RATTACHEMENT

En application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, la liste des établissements concernés par la présente consultation mentionnée à l'article 1.1 du présent document pourra être complétée en cours de marché si des Établissements Partie décident de s'y rattacher.

Cette adhésion se fera au fur et à mesure des besoins de ces établissements tout au long de la durée de validité du marché.

Le ou les titulaires de marché en seront informés par le C.H.U de NICE par mail.

8.3. EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution technologique pendant la période d'exécution du marché public, le titulaire aura la possibilité, après accord du C.H.U de NICE, de modifier ou de remplacer les fournitures objets du présent marché public par des fournitures ou services plus performants ou adaptés aux besoins, sans supplément de prix.

Ces modifications ne feront pas l'objet d'avenant.

Dans ce cas, le titulaire devra fournir un certificat indiquant :

- D'une part que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne,
- D'autre part que le prix fixé au marché public pour l'ancienne référence est maintenu.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 16/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, ou d'évolution réglementaire, le C.H.U de NICE se réserve le droit au nom du G.H.T 06 de résilier le marché public sans indemnité, après un préavis de 2 mois par dérogation à l'article 49 du CCAG-Travaux.

8.4. CIRCONSTANCE IMPREVISIBLE

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations,
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage ou ses représentants d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisées pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage ou ses représentants peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

8.5. MARCHES SIMILAIRES

Sans objet

9. DEROGATION A L'EXCLUSIVITE DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre ne s'applique pas pour :

- Des opérations spécifiques jugées nécessaires par l'établissement concerné,
- Pour les interventions dont le montant reste inférieur à 1000 € HT, les établissements du GHT06 auront la possibilité de recourir à d'autres fournisseurs que ceux du présent accord-cadre sans l'accord du GHT06.

10. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE GENERALE

Les exigences en matière de labels et certifications sur le plan environnemental sont mentionnées au CCTP.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 17/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

11. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

11.1. ASSURANCES

Le titulaire est soumis à l'obligation de souscription à une assurance décennale dans le cadre de l'exécution de ce marché, soumis au Cahier des clauses administratives (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021.

A ce titre, il est impératif qu'il fournisse une attestation d'assurance de responsabilité décennale, portant mention de l'étendue de la garantie valable pour toute la période d'exécution du marché, avant tout commencement d'exécution.

Afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché, il est souhaité que cette attestation soit jointe au dossier de candidature.

L'entrepreneur doit également justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux (responsabilité civile).

11.2. MODIFICATIONS DES DONNEES ADMINISTRATIVES

Les titulaires doivent se soumettre aux prescriptions, normes, lois, règlements de police et d'autres règlements d'administration locale.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai aux différents établissements du GHT06 les modifications survenant au cours de l'exécution du marché (personnes ayant pouvoir d'engager la société, raison sociale, forme de l'entreprise, adresse, renseignements concernant un sous-traitant, compte de règlement bancaire, de façon générale toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché) et faire parvenir le cas échéant à la Cellule des Marchés, le numéro d'identification mentionné à l'article R 2143-9 du Code de la commande publique, une photocopie de l'extrait du journal des annonces légales et juridiques et un RIB.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

Ces changements sont à communiquer :

- A l'établissement de Nice pour la zone A et les lots communs,
- A l'établissement de Grasse pour la zone B,
- A l'établissement de Menton pour la zone C,
- A l'établissement de Puget Théniers pour la zone D.

En utilisant les adresses mail mentionnées à l'annexe 3 du présent CCAP « Responsables techniques GHT06 ».

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 18/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

11.3. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés. Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat. La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont ou qui deviennent publics.

Les manquements aux prescriptions du paragraphe ci-dessus sont sanctionnés administrativement conformément au C.C.A.G.

11.4. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Conformément à l'article 5.2 du C.C.A.G., dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 Avril 2016 applicable à compter du 25 Mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 Janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

11.5. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaire en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de sante des personnes, et préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage ou de ses représentants.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage ou ses représentants afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à la modification unilatérale par le maître d'ouvrage ou ses représentants.

11.6. CONTROLES NOMINATIF ET JUSTIFICATIFS

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le Maître d'Ouvrage ou ses représentants. Cette liste comportera pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci le Maître d'Ouvrage ou ses représentants exigeront à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, sera exclu du chantier.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 19/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre. Il fournira pour ce faire son registre unique ou un extrait permettant de certifier les informations.

Le titulaire devra s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

Lors de la conclusion du marché et chaque semestre durant l'exécution, le titulaire doit communiquer au maître d'ouvrage et ses représentants l'ensemble des documents actualisés listés par l'article D. 8222-5 du Code du travail.

Si le titulaire est établi à l'étranger, il transmet, dans les mêmes conditions, les documents listés à l'article D. 8222-7 du Code du travail, traduits en Français.

Dans le cadre de travaux nécessitant des qualifications particulières, le titulaire devra fournir les certificats ad hoc pour chacun des personnels (notamment habilitation électrique).

Dans le cas d'un non-respect des règles énoncées ci-dessus par la présence de personnel non déclaré, le Maître d'Ouvrage ou ses représentants se réservent le droit d'appliquer des pénalités conformément à l'article 22.4 du présent CCAP.

11.7. CONTROLE DES ACCES

Le personnel du titulaire devra se présenter au poste de sécurité pour récupérer les clés, passes, badges d'ouvertures, permis feu, etc.

Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail lors de l'accès aux sites.

Dans le cas d'une perte ou de non restitution d'un badge d'accès, de clés, passes, permis feu, etc..., le Maître d'Ouvrage ou ses représentants se réservent le droit d'appliquer des pénalités conformément à l'article 22.4 du présent CCAP.

11.8. TENUE ET COMPORTEMENT DES PERSONNELS

Tous les personnels devront être identifiables facilement : le nom du prestataire devra figurer de manière apparente sur la tenue vestimentaire en état correct de propreté.

Les personnels devront avoir un comportement exempt de tous reproches et devront entre autres, respecter les règles suivantes :

- Interdiction de fumer en dehors des zones autorisées,
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse,
- Respect des consignes intérieures de sécurité et sûreté des sites.

11.9. RESTRICTIONS DIVERSES

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 20/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage ou ses représentants en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause. Ces documents restent la propriété intellectuelle des établissements du GHT06.

11.10. SOUS-TRAITANTS

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le titulaire assure autant que possible l'ensemble des prestations avec son personnel propre. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Toutefois, lorsqu'il ne possède pas toutes les qualifications requises ou quand il doit faire face à une charge particulière d'organisation de son exploitation, il peut avoir recours à des sous-traitants.

Ceux-ci agiront sous sa responsabilité pleine et entière avec les mêmes règles que celles énoncées pour son propre personnel, et en portant une attention particulière aux règles d'accès et de sécurité.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître d'ouvrage ou ses représentants, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne :

La nature des prestations sous-traitée envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant, la personne habilitée à donner des renseignements, le comptable assignataire du paiement et le décompte à débiter, les stipulations relatives aux détails, pénalités, primes et retenues diverses.

Le formulaire DC4 complété et signé devra obligatoirement être accompagné des documents suivants :

- Documents justifiant de l'habilitation à signer l'acte (délégation de signature, pouvoir...),
- Attestation sur l'honneur signée (annexe 2 du RC),
- Attestation fiscale de moins de six mois,
- Attestation sociale de moins de six mois,
- Extrait KBIS de moins de six mois,
- RIB,
- Certificat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité,

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 21/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

- Certificat d'assurance de responsabilité décennale en cours de validité (sauf si la prestation objet du marché, n'y est pas soumise).

Le maître d'ouvrage ou ses représentants doivent accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Par ailleurs, l'agrément tacite du sous-traitant passé ce délai de 21 jours, ne dispense toutefois pas le titulaire de fournir l'intégralité du dossier de sous-traitance et des pièces visées infra.

Comme spécifié à l'article 13.3 du présent CCAP, la sous-traitance doit être déclarée dès l'établissement du devis. En cas de non-transmission du dossier de sous-traitance au moment de l'établissement du devis, le titulaire s'expose aux pénalités décrites à l'article 22.4 du présent CCAP.

En cas de non-respect du titulaire de l'ensemble des règles relatives à la sous-traitance, le marché pourra être résilié sans indemnisation.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 22/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

CHAPITRE 2 : EXECUTION DU MARCHÉ

12. MODALITES D'ATTRIBUTION

Au cours de chaque année d'exécution de l'accord-cadre, pour chacune des zones géographiques visées à l'article 5 du présent CCAP, et pour chacun des lots, l'attribution des bons de commande se fera de la manière suivante :

A chaque début d'année, pour les premières commandes, le maître d'ouvrage ou ses représentants solliciteront par mail les entreprises de manière à attribuer la première commande au titulaire classé premier au terme de la consultation ; la deuxième commande au titulaire classé deuxième au terme de la consultation ; et ainsi de suite, jusqu'au dernier du classement, en fonction du nombre d'attributaires.

En cas de refus ou de silence gardé par le titulaire au terme du délai prévu à l'article 13.1 du présent CCAP, le maître d'ouvrage s'adressera au titulaire classé suivant à l'issue de la procédure de l'accord cadre, et ainsi de suite en fonction du nombre d'attributaire(s) par lot jusqu'à l'acceptation d'établissement du devis. Tout titulaire qui refuserait l'établissement du devis ou s'abstiendrait de répondre, sera considéré comme ayant été sollicité.

Ainsi, sous réserve d'un nombre suffisant de commandes émises au cours de l'année, chaque titulaire sera sollicité au moins une fois.

Une fois l'intégralité des titulaires sollicités tel que décrit précédemment, le maître d'ouvrage ou ses représentants pourront les solliciter librement pour le reste de l'année. En cas de refus ou de silence gardé par le titulaire au terme du délai prévu à l'article 13.1 du présent CCAP, le maître d'ouvrage s'adressera à un autre titulaire du lot concerné.

13. ETABLISSEMENT DES DEVIS

Chaque établissement du GHT06 initie la procédure de définition des besoins en adressant au titulaire une demande de devis visant le marché et précisant autant que possible :

- la description détaillée des prestations et des travaux attendus,
- le lieu d'exécution des travaux,
- la date de commencement et le délai d'exécution des travaux,
- le caractère « simple » ou « complexe » de l'opération concernée par les travaux défini à l'article 14 du présent document,
- le délai imparti au titulaire pour remettre son devis,
- le référent de l'établissement désigné pour l'opération.

Une demande de devis ne pourra en aucun cas être considérée comme constituant un quelconque engagement.

Les plans de l'existant seront fournis par le maître d'ouvrage ou ses représentants.

Cette demande de devis sera transmise au titulaire par mail ou par fax.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 23/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

Il sera précisé au titulaire le caractère nécessaire ou non d'une visite des lieux.

13.1. DELAI D'ACCEPTATION OU DE REFUS D'ETABLISSEMENT DU DEVIS

A réception d'une demande de devis de la part d'un établissement, le titulaire dispose de 2 jours ouvrés pour accepter ou refuser de faire un chiffrage. Cette acceptation ou ce refus doivent être communiqués par mail ou par fax.

S'il manifeste son refus dans le délai imparti de 2 jours ouvrés évoqués ci-dessus, il ne pourra pas se voir appliquer de pénalités.

L'absence de réponse dans le délai de 2 jours ouvrés équivaut à un refus. La demande d'établissement de devis sera alors adressée à un autre titulaire.

En cas de non réponses répétées lors de la sollicitation de chiffrage, le marché pourra être résilié comme indiqué à l'article 23 du présent CCAP.

13.2. DELAI DE REMISE DU DEVIS

Les délais maximums pour la remise des devis, à compter de l'acceptation du devis par le titulaire, sont différents selon les montants (jours ouvrés) :

- Devis \leq 40 000 €HT : 5 jours ouvrés quel que soit le nombre de lot(s) concerné(s) par l'opération,
- Devis $>$ 40 000 €HT et/ou opérations nécessitant l'intervention d'un seul et unique lot : 7 jours ouvrés,
- Devis $>$ 40 000 €HT et/ou opérations nécessitant l'intervention de plusieurs lots : 10 jours ouvrés,
- Devis de tout montant nécessitant l'intervention du lot 1 TCE $<$ 50m² : 7 jours ouvrés.

Si le titulaire sollicité ne répond pas dans les délais susmentionnés, le maître d'ouvrage ou ses représentants s'adresseront à un autre titulaire conformément aux stipulations de l'article 13.1 du présent CCAP, et les pénalités prévues à l'article 22.1 du présent CCAP pourront être appliquées.

13.3. CONTENU DU DEVIS

Le titulaire fournira un devis comprenant :

- Le destinataire (établissement concerné, et le cas échéant, site et/ou pôle concerné)
- La raison sociale de l'entreprise,
- Le numéro de SIRET de l'entreprise,
- Le rédacteur du devis et ses coordonnées,
- Le prix des travaux H.T., fourniture et pose comprises, ainsi que le montant de la T.V.A. et le montant T.T.C.,
- Le numéro de marché,

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 24/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

- La date d'émission du devis,
- Le cas échéant, le libellé et l'adresse de l'opération,
- Les majorations et/ou rabais éventuellement applicables,
- N° de l'article et lettre repère tels que figurant dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- Le libellé tel que figurant dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- L'unité telle que figurant dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- Les quantités,
- Les prix unitaires,
- Le tampon et la signature de l'entreprise,
- Le délai d'exécution sur lequel le titulaire s'engage à réaliser les travaux,
- Le cas échéant, les ouvrages ou parties d'ouvrages pour lesquels le titulaire s'engage à assurer des garanties particulières, et l'étendue de celles-ci,
- Le cas échéant, les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement par acte spécial, conformément à l'article 11.10 du présent CCAP,
- Le cas échéant, une fiche descriptive sommaire des travaux, accompagnée de tous les plans nécessaires,
- Le cas échéant, les documents listés par l'article D. 8222-5 du Code du travail. Si le titulaire est établi à l'étranger, il transmet les documents listés à l'article D. 8222-7 du Code du travail.

Le titulaire fournira gratuitement son concours pour établir, l'avant-métré détaillé, assorti de tous les plans nécessaires, des ouvrages à exécuter et le devis estimatif des travaux devant faire l'objet d'une commande.

Il n'inclura les études d'exécution et DOE qu'en cas de demande expresse de la part du Maître d'Ouvrage ou de ses représentants.

L'ajout de lignes de main d'œuvre supplémentaires en raison des contraintes matérielles exceptionnelles devra faire l'objet de l'approbation du maître d'ouvrage ou de ses représentants avant l'émission du devis.

Cas particulier du lot 1 : Travaux TCE <50m²

Le mandataire agira en tant qu'interlocuteur principal pour l'ensemble du groupement. À ce titre, il sera responsable de la coordination des échanges entre son groupement et les établissements.

En cas de demande adressée au mandataire, il devra transmettre tous les devis requis, y compris ceux de ses cotraitants. Tous ces devis devront respecter le formalisme décrit précédemment.

De plus, le devis du mandataire devra inclure la part correspondant à la majoration appliquée sur les devis de ses cotraitants. Cette majoration est calculée en appliquant le coefficient indiqué à l'annexe Bordereau des Prix Unitaires (BPU article Z.2.2) sur le montant total hors taxes de chaque devis, à l'exception de celui du mandataire.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 25/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

13.4. CAS PARTICULIER DES TRAVAUX SUR CATALOGUE(S)

Pour tout besoin imprévisible et lorsqu'il est nécessaire d'exécuter des travaux ou des prestations non répertoriés dans le Bordereau des Prix Unitaires, l'accord du maître d'ouvrage ou ses représentants est préalablement requis sur les spécifications exactes et les prix.

Sous réserve de cet accord, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de commander des prestations relatives à l'objet du marché, non prévues au Bordereau des Prix Unitaires après acceptation d'un devis proposé par le titulaire.

Le chiffrage de ce devis est réalisé :

- Par l'application du coefficient de minoration, indiqué à l'article Z.4 du Bordereau Des Prix Unitaires, sur le prix figurant au catalogue du fournisseur concerné. Le titulaire devra produire le devis justifiant ce prix,
- Et par l'ajout d'heures de main d'œuvre telles que chiffrées à l'article Z.1 du Bordereau Des Prix Unitaires, sur attachement obligatoirement visé par les services techniques des établissements du GHT06.

Les devis alors établis respecteront les mêmes exigences que celles mentionnées à l'article 13.3 du présent CCAP.

13.5. ACCEPTATION DU DEVIS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

A la réception du devis et après analyse, le maître d'ouvrage ou ses représentants peuvent le refuser et/ou exiger sa modification par le titulaire.

A compter du retour de la part du maître d'ouvrage ou de ses représentants, l'entreprise dispose à nouveau des délais mentionnés à l'article 13.2 du présent CCAP pour effectuer les modifications demandées.

Le silence du maître d'ouvrage ou de ses représentants ne vaut pas acceptation du devis.

Le maître d'ouvrage ou ses représentants procèdent à l'édition de la commande conformément aux modalités de l'article 14 ; seule l'édition de ce bon de commande vaut acceptation du devis.

14. FORME ET NOTIFICATION DES COMMANDES

Les opérations considérées comme « simples » seront notifiées directement par l'émission d'un bon de commande.

Pour les opérations considérées comme « complexes », le Maître d'Ouvrage ou ses représentants pourront décider d'émettre un ordre de service de démarrage des travaux, ce qui entraînera la mensualisation des paiements.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 26/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

La complexité d'une opération est définie par le Maître d'Ouvrage ou ses représentants au moment de la demande d'établissement de devis, en fonction du montant ou du caractère sensible des travaux.

Les bons de commandes et les ordres de services seront notifiés par le Maître d'Ouvrage ou ses représentants au fur et à mesure des besoins.

Seuls les bons de commande et les ordres de services signés par le Maître d'Ouvrage ou ses représentants pourront être honorés par le ou les titulaires.

Les bons de commandes et les ordres de service seront établis à partir des éléments inscrits sur le devis remis par le titulaire du marché.

Cas particulier du lot 1 : Travaux TCE <50m²

Il sera émis autant de bons de commande ou d'ordres de service que de cotraitants concernés par les travaux, quelle que soit la forme du groupement.

Pour les autres lots, le nombre de bons de commande émis sera dépendant de la forme du groupement choisie, indiquée par le candidat dans sa réponse.

15. FORME ET CONTENU DES PRIX

Les prix doivent inclure toutes les charges fiscales ou autres s'appliquant réglementairement aux travaux.

L'acte d'engagement indiquera éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au titulaire, à ses cotraitants et à ses sous-traitants éventuels.

15.1. FORME DES PRIX

Le marché est traité à prix unitaires et forfaitaires.

15.2. CONTENU DES PRIX

Les prix du marché sont établis hors T.V.A. en tenant compte :

- De la fourniture, de la pose et de la main d'œuvre associées aux articles du Bordereau Des Prix Unitaires (BPU),
- Des sujétions que sont susceptibles d'entraîner les mouvements du personnel et du matériel de chaque établissement à travers les installations de chantier,
- Des consignes des établissements précisées dans le C.C.T.P., en particulier :
 - Des règles de circulation,
 - Des restrictions éventuelles d'accès,
 - Des horaires de travail,
 - Des rabais consentis dans le Bordereau Des Prix Unitaires,
 - Des avis du CSPS et du CT.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 27/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics,
- De phénomènes naturels,
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations,
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier,
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les interventions sont effectuées en grande majorité pendant les jours ouvrés entre 8h et 18h.

Les prix du BPU prévalent sur toute autre disposition pour les travaux supplémentaires et ceux en déduction qui seraient la conséquence des modifications que le maître d'ouvrage ou ses représentants se réservent le droit d'apporter en cours d'exécution.

16. VARIATION DES PRIX

16.1. MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHE

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de décembre 2024 (« Mois zéro »).

16.2. CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE

Les index de référence choisis seront les index "Bâtiments Nationaux".

N° Lot	Libellé	BT
1	TCE <50m²	BT01
2	Maçonnerie / Plâtrerie	BT03
3	Étanchéité	BT53
4	Volets roulants – Stores – occultations	BT01
5	Menuiserie intérieure – Bois – Agencement	BT18A
6	Peinture	BT46

7	Plafonds suspendus	BT01
8	Revêtements de sols	BT01
9	Plomberie – Sanitaire – Calorifuge	BT38
10	CVC / GTC / Désenfumage	BT41
11	Electricité CFO	BT47
12	Electricité CFA / Détection incendie	BT47
13	Terrassement / VRD	BT02
14	Déconstruction	BT02
15	Désamiantage	BT50
16	Menuiserie extérieure (bois)	BT19B
17	Serrurerie / Métallerie	BT41
18	Couverture / Zinguerie	BT34
19	Réfrigération	BT41
20	Fluides médicaux	BT38
21	Eclairage extérieur	BT12C
22	Paillasse	BT01

16.3. MODALITES DE LA REVISION DES PRIX

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution du marché. Les prix pourront être révisés à compter du 1^{er} juin suivant cette première année d'exécution.

Les prix du présent accord cadre sont révisés suivant les modalités suivantes, en remplaçant l'indice BT par celui correspondant au lot révisé :

$$P = P_0 \times \left(0,20 + 0,20 \times \frac{ICHT - F}{ICHT - F_0} + 0,40 \times \frac{BT}{BT_0} + 0,20 \times \frac{FSD2}{FSD2_0} \right)$$

P_0 = le prix de la redevance de base du marché

P = le prix révisé de cette même redevance

ICHT-F : dernière valeur connue de l'indice global pondéré des salaires à la date de la demande de révision de prix

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 29/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

BT : dernière valeur connue de l'index bâtiment correspondant au lot concerné, à la date de la demande de révision de prix

FSD2 : dernière valeur connue de l'indice frais et services divers de type 2 à la date de la demande de révision de prix

ICHT-F₀ : indice global pondéré des salaires mis en ligne au mois M0

BT₀ : index bâtiment correspondant au lot concerné, mis en ligne au mois M0

FSD2₀ : indice frais et services divers de type 2 mis en ligne au mois M0

La révision de prix doit faire l'objet d'une demande écrite de la part du titulaire, selon les modalités ci-dessous.

Clause de Préavis :

Le titulaire du marché public s'engage à notifier au C.H.U. de Nice par lettre recommandée avec accusé de réception, ses nouveaux prix, révisés comme indiqué ci-dessus, entre le 1^{er} et le 30 avril de chaque année.

A défaut de transmission, le marché public s'exécutera dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour l'ajustement et sans que le fournisseur ne puisse formuler aucune réclamation.

Clause Butoir :

Le C.H.U. de Nice, établissement support du GHT06, se réserve le droit d'appliquer une clause butoir qui se déclenchera automatiquement si les prix unitaires figurants sur le Bordereau Des Prix Unitaires augmentent de plus de 5% par an. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas appliquer cette clause s'il est démontré l'existence de circonstances conjoncturelles exceptionnelles.

Clause de sauvegarde :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée des prestations, à la date d'application de la nouvelle référence, lorsque le prix révisé dépasse les 5% d'augmentation.

Les demandes de révision des prix sont à envoyer :

- A l'établissement de Nice pour la zone A et les lots communs,
- A l'établissement de Grasse pour la zone B,
- A l'établissement de Menton pour la zone C,
- A l'établissement de Puget Théniers pour la zone D.

En utilisant les adresses mail mentionnées à l'annexe 3 du présent CCAP « Responsables techniques GHT06 ».

16.4. ACTUALISATION DES PRIX

Sans objet.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 30/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

16.5. APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE

Les montants sont calculés en appliquant le ou les taux de TVA en vigueur, dans le cadre des mesures réglementaires.

16.6. SITUATIONS MENSUELLES OU VARIATIONS PROVISOIRES (SI REVISION)

Sans objet.

17. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

17.1. ESSAIS ET CONTROLE DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Il est stipulé que par essais il faut entendre d'un part les essais de matériaux, éléments ou ensembles utilisés pour la construction, d'autre part les essais ou épreuves d'ouvrages terminés (notamment des ouvrages en béton armé) et enfin, les essais des installations ou parties d'installations (notamment chauffage, plomberie, électricité, fluides médicaux, climatisation, etc...).

17.2. RECEPTION

Le maître d'ouvrage ou ses représentants choisiront en fonction de l'ampleur et des caractéristiques des travaux entre les deux types de réception et paiement ci-dessous.

Ces modalités de paiement et de réception dérogent aux stipulations de l'article 12 du CCAG-travaux.

Il optera pour l'un ou l'autre de ces modes de paiement et de réception en fonction du type d'opération concerné (cf article 14 du présent CCAP).

- **Mode de réception et de paiement 1 (opérations dites « simples ») :**

A l'achèvement des travaux, le titulaire transmettra une facture unique au maître d'ouvrage ou ses représentants correspondant au bon de commande.

Au choix du maître d'ouvrage ou ses représentants, la réception interviendra par la validation du « service fait » sur la facture ou la rédaction d'un PVRT.

Dans le cadre d'une opération supérieure à 100 000€ HT, à l'issue du délai de garantie, un CRVO sera rédigé.

En cas d'exécution simultanée de plusieurs commandes, il y aura ainsi autant de factures que de commandes.

- **Mode de réception et de paiement 2 (opérations dites « complexes ») :**

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 31/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

Le paiement sera mensualisé. Le titulaire avertira le maître d'ouvrage ou ses représentants de l'achèvement partiel des travaux et proposera des dates pour l'organisation d'une réunion de réception contradictoire.

A l'issue de cette réunion contradictoire, un PV de réception sera rédigé.

• **Modalités communes aux deux modes de paiement et réception :**

Les prestations exécutées au titre du présent accord cadre devront être strictement conformes :

- Aux spécifications précisées dans le C.C.T.P. du présent marché.
- Aux spécifications des textes réglementaires en vigueur (normes AFNOR).
- A l'ensemble de la réglementation en vigueur.

Ces vérifications seront pratiquées par un représentant du Maître d'Ouvrage de l'établissement concerné.

Le titulaire s'engage à respecter les instructions en ce qui concerne la facturation. A défaut, les factures seront irrecevables et lui seront retournées.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Le montant des acomptes est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur au jour du fait générateur de la taxe.

Toute facture pourra être rejetée, et le délai global de paiement automatiquement remis à zéro :

- Si le titulaire adresse sa demande de paiement sur un mauvais SIRET et/ou un code service CHORUS erroné,
- Si la facture présente des prix différents de ceux prévus au présent marché et/ou des erreurs et/ou des incohérences ne permettant pas son règlement,
- Si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à réception,
- Si l'obligation d'information de(s) changement(s) affectant le(s) titulaire(s) n'a pas été respecté comme décrit à l'article 11.2 du présent CCAP,
- Si le formalisme de la facture ne correspond pas aux règles définies à l'article 18.4.1 du présent CCAP,
- Si la facture concerne entièrement ou en partie le paiement d'un sous-traitant n'ayant pas fait part au préalable d'une acceptation de la part du maître d'ouvrage ou ses représentants comme définit à l'article 11.10 du présent CCAP.

Dans ce cas, une notification sera faite par mail au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Les parties précisent que le titulaire dispose, sous peine de forclusion, d'un délai de quarante-cinq jours comptés à partir de la date de la dernière facture remise dans le cadre de l'accord cadre pour adresser au représentant du pouvoir adjudicateur s'il le juge utile le mémoire prévu par l'article 55.1 du CCAG travaux.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 32/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées dans son offre et/ou devis, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les présentes conditions contractuelles ne s'appliquent pas au présent marché.

17.3. MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Le maître d'ouvrage ou ses représentants se réservent le droit de disposer de parties d'ouvrages sans que les travaux ne soient terminés en totalité.

17.4. DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est de 1 an à compter de la date d'effet de la réception.

17.5. GARANTIES PARTICULIERES

Sans objet

17.6. RESERVES

Les réserves devront être levées dans le délai fixé par le maître d'ouvrage ou ses représentants dans la décision de réception.

Les documents ayant pour objet la facturation des prestations exécutées devront impérativement indiquer la valeur financière estimée des travaux restant à réaliser par le titulaire pour obtenir la levée de réserves consignée par le maître d'œuvre.

Cette levée des réserves fera systématiquement l'objet d'un procès-verbal adressé au titulaire par le maître d'œuvre.

18. MODALITES DE PAIEMENT

18.1. REGLEMENT DES COMPTES DES PAIEMENTS

En cas de groupement, même solidaire, les paiements sont effectués selon les modalités précisées à l'acte d'engagement.

18.2. DELAIS DE PAIEMENT

Conformément à l'article R2192-11.1° du Code de la commande publique, le paiement des sommes dues au titre du présent marché sera effectué dans un **délai maximum de 50 jours** à compter de la date de réception de la facture.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 33/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

18.3. MODE DE REGLEMENT

Le financement sera effectué par virement administratif sur fonds propres de chaque établissement en section d'exploitation ou d'investissement.

Personnes désignées pour le règlement :

Ordonnateur :

Voir annexe N°2 Coordonnées des ordonnateurs des Établissements du GHT06

Comptable assignataire du paiement :

Voir annexe N°2 Coordonnées des comptables des Établissements du GHT06

18.4. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 12 du C.C.A.G. Travaux.

18.4.1. FORME DES DEMANDES DE PAIEMENT

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro et les mentions du bon de commande ou de l'ordre de service,
- La référence de l'accord-cadre et le numéro de marché,
- Le numéro de GMAO (le cas échéant),
- Le RIB déclaré dans l'acte d'engagement,
- La désignation et la référence de la prestation exécutée, conformes à celles du Bordereau des Prix Unitaires,
- Dans le cas du recours aux prix de fourniture hors bordereau, le justificatif du prix déboursé par le titulaire sur lequel a été appliqué le coefficient multiplicateur pour obtenir le prix facturé au maître d'ouvrage ou ses représentants,
- Dans le cas du recours aux prix de main d'œuvre, l'attachement visé par les services techniques du C.H.U.,
- La date d'exécution des prestations,
- Le montant total HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG Travaux en accord avec le référent technique de l'établissement concerné,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC des prestations.

18.4.2. FACTURE ELECTRONIQUE

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 34/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

Conformément au décret n°2019-748 du 18 Juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

18.4.3. DEPOT DE LA FACTURE ELECTRONIQUE

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'État « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le maître d'ouvrage ou ses représentants doivent rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture,
- La désignation de l'émetteur (d'identité, nom, n° Siret et adresse du fournisseur) et du destinataire de la facture,
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- Le numéro et la date du marché et de chacune de ses modifications, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande,
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique,
- Le code d'identification du service en charge du paiement,
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations, prestations accessoires et travaux réalisés,
- Le % de remise consentie sur le tarif public du candidat le cas échéant,
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- Le montant TTC des fournitures livrées,
- Le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'Acte d'Engagement + mention du RIB + code guichet + code bancaire,
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement,
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 35/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service propre à chaque établissement (ou pôle de soin dans le cas du C.H.U. de Nice) doit être renseigné. La liste de ces codes est disponible dans l'annexe 4 au présent CCAP « SIRET et codes services GHT06 ».

Conformément aux articles R 2191-46 à R 2191-51 du Code de la commande publique, les marchés peuvent être affectés en nantissement ou en cession de créances selon les modalités décrites à l'article 19 du présent CCAP.

18.5. PAIEMENT DES FACTURES

Le paiement des factures sera effectué dans les délais prévus à l'article 18.2 du présent CCAP, sous réserve que le formalisme de la facture soit conforme aux stipulations de l'article 18.4 du présent CCAP et que les travaux aient été réalisés conformément au devis.

18.5.1. FACTURES TOTALES

Pour toute opération dite « simple » comme stipulé à l'article 14 du présent CCAP, chaque devis accepté par le maître d'ouvrage ou ses représentants sera suivi par l'émission d'une commande qui fera l'objet d'une seule et unique facture.

18.5.2. FACTURES PARTIELLES

Pour toute opération dite « complexe » comme stipulé à l'article 14 du présent CCAP, un devis accepté par le maître d'ouvrage ou ses représentants sera suivi par l'émission d'une commande, pour laquelle des factures partielles seront transmises de façon mensuelle jusqu'à la fin de l'exécution des travaux.

Chaque facture devra clairement détailler les prestations réalisées à la date de facturation.

18.6. PAIEMENT DES SOUS TRAITANTS

Conformément à l'article L 2193-3 du Code de la commande publique, le titulaire du marché est autorisé à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu de la part du maître d'ouvrage ou ses représentants, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, selon les conditions énumérées à l'article R 2193-4 du code sus visé.

Ces derniers ont droit au paiement direct à partir d'un montant de 600 € TTC de prestations sous-traitées (Articles R 2193-10 et R 2193-11 du code susvisé).

Le paiement des sous-traitants sera conforme aux dispositions des articles R 2193-10 à R 2191-16 du Code de la commande publique.

18.7. TAUX D'INTERETS MORATOIRES

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 36/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40 Euros (Article D 2192-35 du Code de la commande publique).

19. NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE

En raison de la nature des marchés, le titulaire ne pourra pas céder l'intégralité du marché. En conséquence, il est recommandé au titulaire souhaitant céder sa créance d'utiliser le système d'affacturage en intégrant directement le RIB du factor dans l'acte d'engagement.

A défaut, il devra, conformément à l'article R2191-51, fournir un exemplaire unique ou certificat de cessibilité pour chaque bon de commande concerné, accompagné du RIB sur lequel le paiement devra être effectué.

Après la notification du marché, si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande à la Cellule des Marchés, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée s'il ne souhaite pas recevoir un certificat de cessibilité.

L'acte d'engagement complété ou le certificat de cessibilité complété et signé sera renvoyé au titulaire en exemple unique par lettre recommandée. En cas de perte, il ne sera pas délivré de duplicata.

20. DISPOSITIONS PARTICULIERES POUR LA ZONE A – C.H.U. DE NICE

Dans le cadre de la délégation polaire mise en place au C.H.U. de Nice, quatorze pôles distincts ont été définis et réalisent les travaux objets du présent marché en toute autonomie. Ainsi, en plus du maître d'ouvrage et de ses représentants habituels s'ajoutent les techniciens des pôles pouvant être amenés à solliciter les entreprises.

Ainsi, chaque pôle dispose de son propre code service, comme listés à l'annexe 4 du présent CCAP « SIRET et codes services GHT06 ».

21. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

21.1. RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT

Les opérations d'un montant inférieur à 100 000 € HT, nonobstant la qualification « simple » ou « complexe », ne feront pas l'objet d'une retenue de garantie.

Les opérations d'un montant supérieur ou égal à 100 000 € HT, nonobstant la qualification « simple » ou « complexe », feront l'objet d'une retenue de garantie.

En application des articles R2191-33 et R2191-35 du Code de la commande publique, cette retenue de garantie est égale à 5% du montant initial du marché, à l'exception des petites

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 37/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

et moyennes entreprises pour lesquelles elle sera égale à 3%. Elle sera réglée à l'issue du délai de garantie de parfait achèvement.

En application de l'article R2191-36 du code susvisé, l'entrepreneur peut remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande.

21.2. AVANCE

Une avance remboursable est accordée aux titulaires des marchés conformément à l'article R2191-3 du Code de la commande publique, lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur à 40 000 € HT.

Le soumissionnaire au marché est tenu d'informer le C.H.U. de Nice s'il renonce ou pas au bénéfice de l'avance.

Pour cela, il est obligatoire de remplir en Page 3 de l'imprimé ATTRI1 : « ACTE D'ENGAGEMENT », le point B4 - Engagement du candidat.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article R 2191-7 du même code par le maître d'ouvrage ou ses représentants.

- Si le délai d'exécution du marché est inférieur ou égal à 12 MOIS le montant de l'avance est fixé entre 5 et 30% du montant initial toutes taxes comprises.
- Si le délai d'exécution du marché est supérieur à 12 MOIS le montant de l'avance est fixé entre 5 et 30 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par sa durée exprimée en mois.
- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la Commande Publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R 2191-7 est fixé à 30%.

Le montant de l'avance versée n'est ni révisable, ni actualisable.

Dans l'hypothèse où sur l'acte d'engagement, aucune case ne serait cochée, le C.H.U. de NICE considère que l'opérateur économique renonce à ladite avance.

Le remboursement de l'avance est effectué, conformément aux dispositions de l'article R2191-11, par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

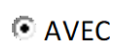
Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, exprimé en prix de base, atteint 65% du montant initial du marché.

Il sera terminé lorsque le taux atteindra 80% du montant T.T.C. des prestations confiées au titre du marché.

21.3. ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS

ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	
<input type="radio"/> SANS	Sans objet pour cette consultation.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 38/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		



AVEC

Versé au titulaire dans les conditions prévues aux articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la Commande Publique.

CHAPITRE 3 : PENALITES ET LITIGES

22. PENALITES ET PRIMES

Les pénalités sont dues dès le 1er euro.

Du simple fait de la constatation de la faute, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage ou ses représentants se réservent le droit d'appliquer ou non les pénalités définies ci-après.

22.1. RETARD DANS LA FOURNITURE D'UN DEVIS PAR LE TITULAIRE

En cas de non réponse à la demande d'établissement d'un devis dans les délais mentionnés à l'article 13.2 du présent CCAP, le titulaire s'exposera, sans mise en demeure préalable, à une pénalité journalière égale à 80 (quatre-vingt) euros H.T. Cette pénalité journalière s'applique tant que le titulaire n'a pas formulé de réponse écrite à la demande d'établissement de devis, dans une limite de 400 euros H.T.

Cette pénalité ne sera pas applicable si le titulaire a fait savoir qu'il refusait la commande dans les délais mentionnés à l'article 13.1 du présent CCAP.

22.2. RETARD DANS LES DOCUMENTS A REMETTRE PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION EVENTUELLE

En cas de retard dans la remise des documents d'exécution nécessaires pendant la période de préparation et la phase exécution, le titulaire s'exposera à une pénalité journalière égale à 20 (vingt) euros H.T.

Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique et démarre automatiquement à l'expiration du délai prévu pour la période de préparation ou de la date initialement convenue.

22.3. RETARD DANS LE DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG travaux, en cas de retard dans l'exécution des prestations par rapport aux délais indiqués au bon de commande ou à l'ordre de service, le titulaire s'exposera à une pénalité journalière égale à :

- 50 (cinquante) euros H.T pour des travaux d'un montant inférieur ou égal à 40 000 euros H.T,
- 100 (cent) euros H.T pour des travaux d'un montant supérieur à 40 000 euros H.T.

Une pénalité journalière de montants identiques à ceux mentionnés ci-dessus sont appliquées en cas de non levée des réserves lors de la réception de chantier.

Le maitre d'ouvrage mettra en demeure le titulaire de présenter ses observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception de sa demande.

22.4. AUTRES PENALITES

Pénalité absence en réunion de chantier	30 € HT/ infraction constatée sans mise en demeure préalable
Pénalité pour stationnement abusif (lors des livraisons)	35 € HT/ infraction constatée sans mise en demeure préalable
Pénalité pour stationnement interdit	35 € HT/ infraction constatée sans mise en demeure préalable
Pénalité pour non-respect du formalisme du devis ou de la facture décrit aux articles 13.3 et 18.4 du présent CCAP	50 € HT/ infraction constatée après mise en demeure restée sans effet pendant 7 jours
Pénalité pour perte ou non restitution du badge d'accès, de clés, passes, permis feu, etc... comme décrits à l'article 11.7 du présent CCAP	50 € HT/ infraction constatée après mise en demeure restée sans effet pendant 48 heures
Il sera appliqué une pénalité pour chaque manquement au respect des horaires de chantier : le non-respect des interdictions de circuler à certaines heures donnera lieu à l'application de cette pénalité	75 € HT/ infraction constatée sans mise en demeure préalable
Retard dans l'évacuation des gravats hors du chantier	100 € HT/ infraction constatée sans mise en demeure préalable
Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus	100 € HT/ infraction constatée après mise en demeure restée sans effet pendant 7 jours
Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, éléments de construction, échantillons	100 € HT/ infraction constatée après mise en demeure restée sans effet pendant 7 jours
Dépôt de matériaux, terres, gravats en dehors des zones prescrites	100 € HT/ infraction constatée sans mise en demeure préalable
Retard dans la remise ou la diffusion des documents nécessaires à l'exécution des travaux (études et plans d'exécution, notes de calcul, notes techniques, études de détails, etc.)	150 € HT/ infraction constatée après mise en demeure restée sans effet pendant 7 jours

Pénalités pour non-respect de la propreté du chantier de l'évacuation des déchets. Il sera appliqué une pénalité par jour de calendrier de retard si l'entrepreneur n'a pas enlevé du chantier les matériaux inemployés dans les délais prescrits par le maître d'œuvre lui demandant de les enlever.	150 € HT/ infraction constatée sans mise en demeure préalable
Application d'une pénalité en cas de non-respect du tri sélectif	150 € HT/ infraction constatée après mise en demeure restée sans effet pendant 7 jours
Pénalité pour l'absence d'application du plan de prévention	150 € HT/ infraction constatée sans mise en demeure préalable
Retard sur la remise des DOE et des pièces demandées par le maitre d'ouvrage pour la constitution du dossier de CEE (attestations de fin de travaux, attestation sur l'honneur, documentations techniques, certificats et/ou labels éventuels, factures avec mentions obligatoires réglementairement pour bénéficier des C.E.E)	150 € HT/ jour calendaire de retard après mise en demeure restée sans effet pendant 7 jours
Non-respect des prescriptions relatives à la santé, à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier	200 € HT/ infraction constatée sans mise en demeure préalable
Non-respect des procédures mises en place pour limiter l'impact du chantier sur les services en fonctionnement	200 € HT/ infraction constatée sans mise en demeure préalable
Pénalités pour non-respect des niveaux sonores maximaux autorisés	200 € HT/ infraction constatée sans mise en demeure préalable
Pénalités pour toute présence sur le chantier de salariés d'un sous-traitant non-agrée et ou de personnel non déclaré.	500 € HT/ jour de présence et par salarié sans mise en demeure préalable

22.5. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Pas de stipulation particulière.

23. CONDITIONS DE RESILIATION

De façon générale, le marché pourra être résilié en application des articles 50 et suivants du CCAG Travaux.

De plus, dans l'hypothèse de carence(s) et de non-respect par le titulaire des clauses contractuelles, figurant dans le CCAP et le CCTP, l'établissement support du GHT06 soit le C.H.U. de Nice, pour l'établissement partie concerné, met en demeure le titulaire du marché de se conformer à ses obligations contractuelles dans un délai minimum de 7 jours à compter de la réception du courrier RAR d'injonction au titulaire.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 41/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

Dans l'hypothèse où le titulaire ne satisfait pas à cette mise en demeure dans le délai requis, l'établissement support du GHT06, le C.H.U. de Nice, peut ainsi résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

Par ailleurs, tout retard de plus d'un mois dans la levée des réserves de réception de chantier peut entraîner la résiliation du marché liant l'établissement partie au titulaire sans indemnité.

Pour rappel et conformément à l'article 11.10 du présent CCAP, tout acte de sous-traitance occulte pourra être sanctionné par la résiliation du marché aux frais et aux risques du titulaire conformément à l'article 50.3 du CCAG Travaux.

L'attention du titulaire est tout particulièrement attirée sur l'article 50.3.1.c, selon lequel :

Le titulaire, dans les conditions prévues à l'article 52 du CCAG Travaux, ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre, et si le titulaire n'a pas été autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des travaux. Dans ce cas, la résiliation du marché décidée peut être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire et, dans ce dernier cas, les stipulations des articles 52.4 à 52.7 du CCAG Travaux s'appliquent.

Le G.H.T 06 se réserve la possibilité de résilier le marché avec un titulaire dans les cas ci-dessous :

- Si 2 commandes ne sont pas correctement exécutées par un attributaire conformément aux stipulations du présent contrat et des instructions qui lui auront été données et en dépit d'une mise en demeure adressée au titulaire restée sans réponse ou sans effet,
- En cas d'absence totale de réponse à 5 demandes d'établissement de devis émises au cours d'une même année d'exécution du présent accord-cadre.

L'attributaire faisant l'objet de cette mesure ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le présent article complète les stipulations du CCAG-travaux.

24. EXECUTION PAR DEFAUT

Les Etablissements du GHT06 peuvent faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire :

- Soit en cas d'inexécution de ce dernier d'une prestation qui ne peut souffrir aucun retard,
- Soit en cas de résiliation du marché public prononcé aux torts du titulaire, conformément à l'article 50.3 du CCAG-travaux.

25. COALITIONS – ENTENTES – POURSUITES

Il est rappelé aux opérateurs économiques que toute coalition, toute entente illicite, toute manœuvre ayant pour but ou pour effet de porter atteinte à la liberté et à la sincérité des enchères, seront poursuivies conformément à l'article L 420-1 du Code de Commerce, sans préjudice de l'exclusion des délinquants de toutes les consultations à venir.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 42/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

26. REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au C.H.U de NICE en tant qu'établissement support du GHT06.

Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

- En cas de redressement judiciaire, la Cellule des marchés adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public dans les conditions de l'article L622-13 du code du commerce. En cas de réponse négative, la résiliation du marché est prononcée.
- En cas de liquidation judiciaire, la Cellule des marchés adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public dans les conditions des articles L641-10 et L641-11-1 du code du commerce. En cas de réponse négative, la résiliation du marché est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement et n'ouvre aucun droit pour le titulaire à indemnité.

27. REGLEMENT DES LITIGES

27.1. INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS CONTENTIEUX

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents et plus précisément le Tribunal Administratif de NICE.

Il est à ce titre désigné comme l'instance chargée des procédures de recours ainsi que comme le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

(Voir Annexe n° 4 du RC).

27.2. INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX

Un référé précontractuel peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public (article L 551-1 du code de justice administrative).

Un référé contractuel peut être formé à partir de la signature du marché public, dans un délai au plus égal à six mois (article L 551-13 du code de justice administrative).

Un référé suspension, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut-être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion de marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 43/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L 521-1 du code de justice administrative).

Un recours pour excès de pouvoir peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite ou d'une déclaration d'infructuosité.

Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité de contrat peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 44/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS DIVERSES

28. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISES EN CHARGES DES MATERIAUX ET PRODUITS

28.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les CCTP ou les décompositions du prix forfaitaire fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché.

28.2. MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT

Sans objet

28.3. CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le cahier des charges définit les compléments et dérogations éventuelles à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves sur le chantier, tant qualitatives que quantitatives.

Le cahier des charges précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance seront assurées par le représentant du maître d'œuvre.

28.4. PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE D'ŒUVRE

Sans objet

29. IMPLANTATION DES OUVRAGES

Les modalités de piquetage des ouvrages souterrains ou enterrés seront définies le cas échéant dans les stipulations de la commande notifiée par OS.

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHÉ / AO	PAGE : 45/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

30. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

30.1. PERIODE DE PREPARATION, PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

30.1.1. DETERMINATION DU DELAI

Le délai d'exécution d'un bon de commande ou d'un ordre de service sera fixé dans le bon de commande ou l'ordre de service émis par le maître d'ouvrage ou ses représentants, de même que la période de préparation éventuelle.

Les bons de commande ou ordres de service ne pourront être émis que pendant la durée de validité du marché y compris en période estivale (mois d'août notamment).

La personne habilitée à représenter le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de notifier des commandes avant le terme de l'accord cadre dont l'exécution se poursuivrait au-delà de la date de fin de marché. La durée d'exécution de ces bons de commande ne devra pas excéder 12 mois après le dernier jour de validité de l'accord-cadre.

30.1.2. DATE DE DEPART DU DELAI

Quel que soit le type de chantier (avec ou sans SPS) le point de départ du délai d'exécution est fixé par l'ordre de service ou la date indiquée sur le bon de commande en cas de travaux ne donnant pas lieu à un ordre de service.

30.1.3. DELAI POUR COMMUNIQUER LES DOE ET LES JUSTIFICATIFS CEE

Dans le mois suivant une réception intervenant en exécution du présent accord-cadre, le titulaire devra communiquer au Maître d'Ouvrage ou à son représentant qui l'a sollicité le Document des Ouvrages Exécutés et des pièces demandées par le maître d'ouvrage pour la constitution du dossier de CEE.

A défaut, le titulaire sera passible de pénalité conformément aux stipulations de l'article 22.4 du présent CCAP.

30.1.4. PROLONGATIONS DE DELAIS D'EXECUTION

Conformément à l'article 18.2.3 du CCAG travaux, bien que le cahier des charges ne comporte pas de critère précis préétabli de calcul ou de prise en considération, il est stipulé que les intempéries réellement constatées non visées par une disposition légale ou réglementaire ainsi que les autres phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux sont susceptibles d'entraîner une prolongation de délais.

Toujours conformément à l'article 18.2.3 du CCAG travaux, dans le cas d'intempéries visées ou non par une disposition légale ou réglementaire, ainsi que dans le cas d'autres phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux, il est précisé que la durée de la prolongation de délais notifiée au titulaire est obtenue en défalquant du nombre cumulé de journées de travail au cours desquelles le travail a été arrêté, et de l'équivalent en journées

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 46/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

de travail de l'incidence des arrêts partiels et des entraves, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles.

Les prolongations de délai des travaux pour les raisons décrites aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG-travaux font l'objet d'un simple ordre de service du maître d'ouvrage ou de son représentant.

30.2. PLAN D'EXECUTION, NOTES DE CALCUL, ETUDES DE DETAIL

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux, sont établis par le titulaire du lot concerné sans coût supplémentaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre avant tout début d'exécution.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

La fourniture de tous ces documents est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.4 du C.C.A.G-Travaux.

30.3. MESURES D'ORDRE SOCIAL, APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

30.4. CONTRAINTES D'INTERVENTION SUR LE SITE

Tous les ouvriers devront porter un badge qui indiquera :

- Le nom de l'entreprise ;
- Le nom et prénom de la personne.

Si cela n'a pas été fait au cours des réunions de chantier, le personnel de l'entreprise devra, avant toute intervention, se présenter au Responsable de service (surveillante, chef de service, etc...) dans lequel il désire travailler, afin de le prévenir et indiquer le lieu de son intervention.

Compte tenu de la nature des travaux réalisés sur des sites en activité, des prestations peuvent être exécutées de nuit et de week-end. Cette particularité est à souligner dans la DPGF.

30.5. ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 47/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

Il incombe à l'entreprise, dont la part de main d'œuvre dans l'opération est la plus élevée pour les chantiers ne faisant pas l'objet d'un permis de construire, ou à l'entreprise du premier lot pour les chantiers faisant l'objet d'un permis de construire, toutes les diligences nécessaires à l'organisation, la sécurité et l'hygiène du chantier.

**TOUS LES TRAVAUX PAR POINTS CHAUDS SONT SUBORDONNES A
L'OBTENTION PREALABLE DU PERMIS FEU**

Chaque entrepreneur doit, en ce qui le concerne et dans le cadre du montant de son marché, le nettoyage quotidien de ses déchets.

A défaut, il sera procédé aux frais de l'entreprise défaillante dudit nettoyage par l'entreprise du premier lot. De même, il est exigé qu'aucune trace de plâtre, colle, ciment, peinture ou autre ne subsiste lors de la livraison des travaux.

L'entrepreneur est tenu d'avoir sur le chantier, en permanence pendant son intervention, un représentant qualifié pour prendre toute décision sans avoir à en référer préalablement.

Il n'y aura pas de compte prorata, chaque entrepreneur devant lui-même la totalité des prestations suivants son corps d'état.

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur les chaussées des emprises sera réalisée par le titulaire sous le contrôle du maître d'œuvre.

En cas de dégradations causées aux voies de circulation par les travaux, les dispositions de l'article 34 du C.C.A.G travaux sont applicables en assimilant les voies des établissements aux voies publiques.

Le titulaire se conformera aux horaires de travail et aux modalités d'accès de chaque site concerné par l'accord cadre. Ces horaires sont précisés aux Cahiers des Charges Techniques Particulières (CCTP).

Lorsque le titulaire veut appliquer des heures d'embauchée et de débauchée différentes, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail. Conformément à l'article 3.3.3.7 du CCTP, aucune plus-value ne sera accordée, même en cas de travail le dimanche et les jours fériés.

Durant ces activités effectuées hors horaires normaux, en cas d'accident ou d'incidents graves survenus sur le chantier, le titulaire devra en informer immédiatement le Maître d'Ouvrage (ou ses représentants) de l'établissement concerné.

31. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

NATURE DE LA DEROGATION	ARTICLES DU PRESENT CCAP	ARTICLES DU CCAG AUXQUELS IL EST DEROGE
DOCUMENTS CONTRACTUELS	ARTICLE 7.1	ARTICLE 4
EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE ET REGLEMENTAIRE	ARTICLE 8.3	ARTICLE 49

CDM 10/23	INF: P/PROCEDURE MARCHE / AO	PAGE : 48/48
C.C.A.P. AO TRAVAUX		
DATE D'APPLICATION : DECEMBRE 2024		

VARIATION DES PRIX	ARTICLE 16	ARTICLES 9.4, 10.5 et 12.2.1
PENALITES POUR RETARD	ARTICLE 22.3	ARTICLE 19.2.3